

Corruption, démocratisation et croissance économique des pays en développement (PED) : Investigation en données du panel

ALLAOUI Zohra*

* Assistante contractuelle à l'ISAAS et doctorante à la FSEG de Sfax, Tunisie,
Unité de recherche sur la dynamique économique et de l'environnement URDEE,
E-mail: maram_allaoui2007@yahoo.fr/ zohra.allaoui@fsegs.rnu.tn.

CHKIR Ali**

** Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax,
Tunisie, Directeur de recherche de l'URDEE, E-mail : ali.chkir@fsegs.rnu.tn.

Résumé : L'intérêt de ce papier est de montrer que la corruption était parmi les principales défaillances institutionnelles représentatives dans les pays en développement. Cependant, il n'y a aucun doute que cette corruption a un impact dommageable sur les résultats économiques. La première étape pour combattre cette dernière est de connaître ses déterminantes politiques qui s'expriment par un manque de démocratie. A ce niveau, nous traitons une étude empirique en données de panel pour un groupe de 25 pays en développement au cours de la période 1984-2005, dont le cadre empirique fait apparaître trois effets des institutions politiques sur la croissance économique; le premier est un effet direct sur la productivité (résidu de Solow), le deuxième effet procède via l'accumulation du capital humain, et le troisième effet des institutions politiques se présente comme une politique anti-corruption. Les résultats montrent que l'amélioration de la qualité des institutions politiques via une meilleure accumulation du capital humain est associée à une diminution du niveau de la corruption et à une croissance économique soutenable des PED. Enfin, nous concluons que la démocratie accroît la responsabilité des gouvernements face aux citoyens et renforce ainsi leur engagement à l'égard des politiques choisies surtout en termes de lutte contre la corruption.

Abstract: The interest of this paper is to show that corruption was among the principal representative institutional failures in the developing countries. However, there is no doubt that this corruption has a detrimental impact on the economic results. The first stage to fight the latter is to know its determining policies which are expressed by a lack of democracy. This level, we treat an empirical study in data of panel for a group of 25 developing countries during the period 1984-2005, whose empirical framework reveals three effects of the political institutions on the economic growth; the first is a direct effect on the productivity (residue of Solow), the second effect proceeds via the accumulation of the human capital, and the third effect of the political institutions is presented in the form of a policy anti-corruption. The results show that the improvement of the quality of political institute via a better accumulation of the human capital is associated with a reduction in the level of corruption and a bearable economic growth of the developing countries. Lastly, we conclude that the democracy increases the responsibility for the governments with the citizens and thus reinforces their engagement with regard to the policies chosen especially in terms of fight against corruption.

Mots-clés: corruption, démocratisation, croissance économique, données de panel.

Classification JEL: O43, O47, C33.

I. Introduction

North (1990) définit les institutions comme les contraintes humaines qui comprennent l'interaction politique, économique et sociale. Elles comportent les deux règles formelles (droits de propriété, constitutions et lois) et contraintes informelles (coutumes, traditions et codes de conduite). D'autre part, Nelson et Sampat (2001) présentent que les institutions sont traités en tant que « technologies sociales » dans l'opération des activités productives économiques, qui supposent l'interaction humaine élaborée plutôt que la technologie physique.

Alors que lorsque les règles changent constamment ou ne sont pas révisées, quand la corruption n'est pas contrôlée et l'application de règle est délicat, ou quand les droits de propriété ne sont pas définis, à ce niveau là, il existe un problème au niveau de la qualité des institutions.

Pour cette raison, la qualité institutionnelle pourrait être l'une des plus importantes caractéristiques des modifications de taux de croissance économique des pays. Il est convenablement perçu que le facteur d'accumulation du capital et de l'évolution technologique ne sont pas les seuls facteurs qui expliquent les différences dans les performances de la croissance dans les pays et que les institutions ont un rôle important dans la croissance. Par exemple, Blomström et al (1996) montrent que les accroissements dans le stock du capital ne sont pas régulièrement la seule source de la croissance économique. Easterly et Levine (1997) trouvent que les facteurs classiques de la croissance, tels que le capital physique, le travail, le capital humain n'ont pas expliqué totalement l'expérience de l'Afrique et se sont guidés vers des explications institutionnelles.

Récemment, nombreux indicateurs institutionnels, tels que les systèmes légaux, la corruption, les droits de propriété, la bureaucratie et la stabilité politique d'un pays ont été utilisés pour étudier le lien entre la qualité institutionnelle et la croissance économique. Pour d'autres tels que, Knack et Keefer (1995), Olson (1996), Keefer et Knack (1997), Chong et Calderon (2000a) et Acemoglu et al (2001), leurs études suggèrent que la capacité des institutions nationales à soutenir des droits de propriété, à réduire les coûts de transaction, et à prévenir la violence peut être significative au développement économique.

Dans la nouvelle littérature institutionnelle de sciences économiques, par exemple, selon North (1981, 1990), les institutions sont considérés comme les facteurs les plus importants de la croissance économique. Cependant, c'était seulement une hypothèse théorique. Récemment,

plusieurs recherches se sont concentrées sur le test empirique de l'hypothèse suggérant que les institutions causent la croissance économique. Les travaux récents, y compris ceux de Hall et Jones (1999), Acemoglu, Johnson et Robinson (2001, 2002), Easterly et Levine (2003), Dollar et Kraay (2003), et Rodrik, Subramanian, et Trebbi (2002), ont suggéré que les institutions politiques du gouvernement causent la croissance économique.

King et Levine (1994) ont examiné l'accumulation du capital dans un cadre plus général et ont cherché à déterminer si c'est une puissance motrice de la croissance, comme dans le modèle de Solow, ou au contraire une conséquence. Dans l'une de ces études, De Long et Summers (1991) ont montré que la corrélation va sans doute dans le sens de la croissance comme force motrice de l'investissement, à leur retour les taux d'investissement influencent les taux de croissance. Cela pose quelques questions économétriques difficiles, mais renforce l'importance des facteurs politiques.

Les études empiriques confirment trois effets des institutions politiques sur le développement économique; le premier effet est un effet direct sur la productivité (résidu de Solow), le deuxième effet agit à travers l'accumulation du capital, et le troisième à travers la qualité des institutions économiques. Les relations de corrélations réciproques simples entre les taux de croissance d'une côté, et les mesures de la forme et de la stabilité des institutions politiques ainsi que de la qualité des institutions économiques, d'autre côté, montrent que la démocratie et la qualité des institutions sont vigoureusement corrélées avec les taux de croissance.

Le but de ce travail, est de rechercher l'origine de la faiblesse de la croissance économique des PED sur la base de cette littérature, particulièrement à partir des travaux de Glaeser et al (2004), afin d'obtenir une conception plus profonde de l'effet des institutions politiques et du capital humain sur la croissance dans ces pays.

À ce niveau, notre problématique s'articule comme suit; nous devons considérer dans une première section, une revue de la littérature théorique et empirique sur la relation entre les institutions politiques et la croissance économique. Dans une deuxième section, nous traitons le lien existant entre la démocratie et la croissance économique à partir d'une analyse descriptive. Ensuite, dans une troisième section, nous proposons une analyse économétrique en données du panel montrant l'interaction des institutions politiques, du capital humain et de la croissance

économique pour un échantillon composé de 25 pays en développement, durant la période allant de 1984 à 2005. Enfin, la dernière section conclut avec quelques implications de notre analyse.

I. Rôle des institutions politique dans le processus de la croissance économique : revue de littérature théorique et empirique

Depuis plusieurs années, en cherchant le dénominateur commun le plus fréquent de tous les exemples traitant le sujet de développement économique, politistes et économistes ont tiré preuve pour développer une économie politique de la croissance à la fois analytique et empirique prouvant que la qualité des institutions politiques constitue la base de la croissance soutenable de long terme d'une économie. Cependant, les résultats de ces travaux restent incertains et parfois opposés.

I.1- Absence d'agrément théorique et empirique

Depuis les travaux de North (1991), les études se sont essentiellement intéressées à la question de la tendance des institutions à favoriser la croissance, en montrant qu'un environnement institutionnel efficace est celui qui permet les transactions économiques et restreint au minimum les incertitudes. Le cadre d'analyse favorisé a donc été les facteurs institutionnels qui pouvaient avoir une attraction sur l'occurrence d'incertitude et enferment selon Poirson (1998): « *la corruption, la violence politique, les nationalisations forcées, le reniement des contrats, l'instabilité du gouvernement, la faiblesse de l'autorité de la loi et l'absence de libertés civiques* ».

Pour mettre un sens à l'association empirique forte entre la fréquence de la démocratie et le niveau du développement économique, Lipset (1956), Jackman (1973), Bollen (1979), Burkhart et Lewis-Beck (1994), Przeworski et Limongi (1997), Brunetti (1997) ont conclu qu'il y avait deux portées importantes caractérisant les épreuves empiriques sur la relation entre la démocratie et la croissance économique: l'abondance des travaux et l'hétérogénéité des résultats obtenus. En effet, si plusieurs études confirment l'impact positif de la démocratie sur le processus de croissance, d'autres ont signalés un effet négatif.

Un deuxième argument proposé est que la démocratie qu'est moins favorable à la stabilité de long terme [Banque Mondiale, 1991, pp 131-132] ou au développement de long terme [Barro, 1996], donne naissance à l'attrait de la majorité des systèmes de vote à administrer pour la redistribution du revenu, y compris des réformes de terre, des riches pour les pauvres. Cheung

(1998) propose un troisième argument stipulant que dans le régime autoritaire, les « *gens riches veulent maintenir leur prise de la puissance et que la corruption est une chose qui détruira très probablement cette dernière. Le coût de corruption est plus élevé pour les dictateurs. Mais si quelqu'un est délégué dans l'office, parce que la puissance est passagère il y a une incitation à prendre la prise* » [Cheung, 1998, pp 248].

Cependant, le point de vue de Cheung, diffuse des distinctions entre les types de régime. La corruption peut exister dans la démocratie et la dictature. Dans ce cas là, il n'y a aucun consensus au sujet des effets de la corruption sur la croissance économique. La majorité des études ont constaté que la corruption réduit la croissance [Mauro, 1995; Mo, 2001]. Cependant, d'autres études concluent que la corruption a les propriétés séduisantes pour la croissance [Acemoglu et Verdier, 1998]. La dernière pensée suggère que la corruption puisse agir en tant que facteur qui réduit les coûts de transaction et augmente donc l'efficacité de l'économie.

Les arguments de Rodrik (2000) montrent que les institutions démocratiques peuvent être considérées en tant qu'institutions finales pour la gestion de conflit en tenant compte les différences parmi les groupes sociaux pour être résolu prévisiblement de manière enfermée et participative. Ceci soulignant que les libertés économiques et politiques se renforcent mutuellement [Friedman, 1962].

Cependant, il n'existe plus de consensus sur ces questions. J. Tavares et R. Wacziarg (2000) montrent que la démocratie peut être considérée comme un facteur détériorant de la croissance. Ils analysent plusieurs canaux d'expansion: la démocratie mènerait à une plus grande stabilité politique et par la suite l'accumulation du capital humain s'améliorerait par la prise en charge d'une partie du système scolaire par le gouvernement; les dépenses publiques augmenteraient surtout si l'électeur est pauvre, à ce niveau, les impôts s'élèveraient; l'accumulation du capital privé se trouverait restreinte par une plus grande répartition en faveur des salaires, cela résulterait un profit du capital moindre et des investissements plus faibles. Les auteurs montrent que l'effet total est assez négatif sur la croissance, lorsque ces différents effets de la démocratie sont pris en compte.

En effet, le cadre institutionnel d'un régime n'est pas forcément lié à la vitesse d'accumulation de la production, ou du moins le lien direct n'est pas nécessairement inspiré.

Néanmoins, l'environnement institutionnel politique semble être nécessaire pour déterminer l'efficacité de certains facteurs de production et mettre une atmosphère rentable à la croissance.

1.2- L'influence de la démocratie sur la croissance économique via l'accumulation du capital humain

Plusieurs arguments ont montré un impact positif de la démocratie à travers leur processus électoral qui concourrait à consentir les individus des solidarités communautaires et traditionnelles. En d'autres termes, la démocratie garantirait une adhésion indispensable au développement de l'initiative individuelle, lui-même condition du développement économique.

Il est probable, de plus, que la démocratie influence positivement le taux de scolarisation. En fait, le choix de la démocratie devrait assister l'adoption de politiques favorables à l'éducation, si elle donne plus d'attention aux nécessités de la population que la dictature. La démocratie constitue, par ce biais, un facteur supplémentaire de participation des individus [Saint Paul et Verdier, 1993]. Nous pouvons alors considérer l'éducation comme un facteur participant directement à la croissance économique. De même, les travaux de Mankiw, Romer et Weil (1992), confirment que la démocratie constituerait un facteur favorable à la croissance économique par le biais de la scolarisation.

Selon Alesina et Perotti (1996), la démocratie devrait aussi à travers ce chemin, stimuler positivement la croissance de manière à prendre une position égalitaire en favorisant l'accès à la décision de la partie la plus pauvre de la société et entraîne une certaine répartition des revenus de l'économie puisque l'inégalité des revenus et la croissance sont corrélées négativement.

Ainsi, malgré la décision de prendre en compte les différentes modes d'influence des variables et leur détermination parallèle et l'utilisation de moyens de plus en plus claires, les résultats empiriques concernant démocratie et croissance restent à la fois divergents et incomparables (méthodes, estimateurs et bases de données utilisés sont parfois semblables). Par contre, il existe un consensus sur l'impact de l'instabilité politique sur la croissance économique.

1.3- L'effet stabilisateur de la démocratie

La démocratie détiendrait pour rôle aussi de soutenir les investisseurs contre l'existence de comportements arbitraires et néfastes, et de minimiser les risques d'instabilité politique. Ainsi, la démocratie serait semblable à un horizon temporel long et de choix économiques parfaits,

lorsqu'il existe un ensemble de règles, de lois, et de contre-pouvoirs qui contribueraient à reculer les risques de décisions arbitraires. Selon Clague, Keefer, Knack, et Olson (1996), la démocratie offre de meilleurs garants à la mise en œuvre des droits de propriété et des contrats que des régimes autoritaires composés du même niveau de stabilité politique, à condition que cette démocratie était correctement introduite politiquement et socialement.

En plus, l'existence d'un régime démocratique particulièrement lors des permutations de gouvernants, rassurerait les risques d'instabilité politique. Dans le cadre d'un régime démocratique, ces dirigeants sont en conséquence entourés par un ensemble de règles et de lois déposées dans la Constitution et qu'il n'en va pas de même au sein des régimes autoritaires [Weber, 1922].

Comme il était étendu ultérieurement, qu'il existe une relation positive entre la stabilité politique et la croissance économique, dont l'outil principal exposé par exemple par Dixit et Pindick (1994) montre que si les institutions assurent rentablement le respect des droits de propriété, la probabilité d'un sacrifice des rendements de l'investissement diminue. De ce fait, il existerait un lien direct entre la démocratie et la mise en œuvre de l'investissement qui entraînerait des répercussions graves sur la croissance économique.

Plusieurs auteurs tels que Burkhart et Lewis-Beck (1994) et Huntington (1991) ont montré que l'économie de tout pays s'enrichit et s'élargit, si la population demande plus de démocratie pour défendre ses intérêts contre les excédents de pouvoir et par la suite remplacer le régime autoritaire par celui démocratique. Dans le même cadre, Burkhart et Lewis-Beck (1994) et Leblang (1997) ont infirmé que les pays qui veulent réaliser leur richesse économique et accéder à une croissance économique stable et durable, devront mettre en place un régime politique démocratique.

En effet, un environnement qui fournit une assistance appropriée pour les droits de propriété et donne aux agents l'incitation à produire, à investir et à accumuler des compétences, est un environnement favorable à la croissance. À ce niveau, les pays en développement devront passer de la rhétorique à la pratique, et d'améliorer de manière concrète et perceptible la qualité de leurs institutions.

II- Lien entre démocratie et croissance économique : une analyse descriptive

II.1- Impact direct de la démocratie

Selon Kaufman, la démocratie concerne le « comment » de la gouvernance [Isham, Kaufman, et Pritchett, 1997], ce questionnement est posé pour savoir si la démocratie est favorable à la prise de « bonnes » décisions politiques et à la croissance. Vreeland (2003) montre que la conception schumpétérienne de la démocratie est la plus utilisée dans les travaux des économistes contemporains, dans laquelle « *la méthode démocratique est le système institutionnel, aboutissant à des décisions politiques, dans lequel les individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple* ». [Schumpeter, 1984, pp 355]

Ainsi, pour définir la démocratie dans la plupart des études, le principe de « rule of the law » [Knack et Keefer, 1995] est capital sachant que, dans la perspective institutionnaliste, le respect de la loi concerne essentiellement les droits de propriété considérés comme base de la croissance économique [Aron, 2000]. Or, en sciences économiques, les débats ne portent pas vraiment sur la définition de la démocratie mais plutôt sur ses conséquences sur la croissance [Tavarez et Warziag, 2001]. A ce niveau, il existe plusieurs raisons de croire à la compatibilité entre démocratie et croissance. En effet, les pays les plus riches du monde c'est-à-dire ayant un PIB par habitant supérieur à 20000 dollars (en parité du pouvoir d'achat, 2000), possèdent les régimes les plus démocratiques (voir tableau ci-dessous).

Tableau n° 1: Démocratie et niveau de revenu en 2006

PAYS	SCORE DES DROITS POLITIQUES	PIB PAR HABITANT (PPA, 2000)
Belgique	1	33796
Allemagne	1	32397
Italie	1	29085
Danemark	1	35773
Portugal	1	20799
France	1	31269
Etats-Unis	1	44052

Source : les statistiques sont issues de Freedom House et du World Development Indicators, 2007.

Les droits politiques, cette première caractéristique de la démocratie représente les libertés permettant à la population de participer librement au processus politique, sont appréciées sur une échelle allant de 1 à 7: 1 étant le degré le plus élevé de liberté et 7 le plus faible. En prenant le score des droits politiques comme Proxy de la démocratie, les résultats de ce tableau nous montrent que les pays développés qui possèdent un indice de forte liberté, sont ceux profitant d'un haut niveau de revenu. Ce qui montre que la démocratie est un facteur déterminant de la croissance économique.

En outre, sur les 48 pays ayant un Indice du Développement Humain (IDH) élevé, 42 se caractérisent par des régimes plus démocratiques (voir tableau ci-dessous).

Tableau n°2: Démocratie et Indice de Développement Humain (IDH) en 2006

PAYS	SCORE DES LIBERTES CIVILES	IDH
Belgique	1	0.946
Allemagne	1	0.935
Italie	1	0.941
Danemark	1	0.949
Canada	1	0.961
France	1	0.952
Etats-Unis	1	0.951

Source : les statistiques sont issues de Freedom House et du Rapport Mondial sur le Développement Humain, 2007.

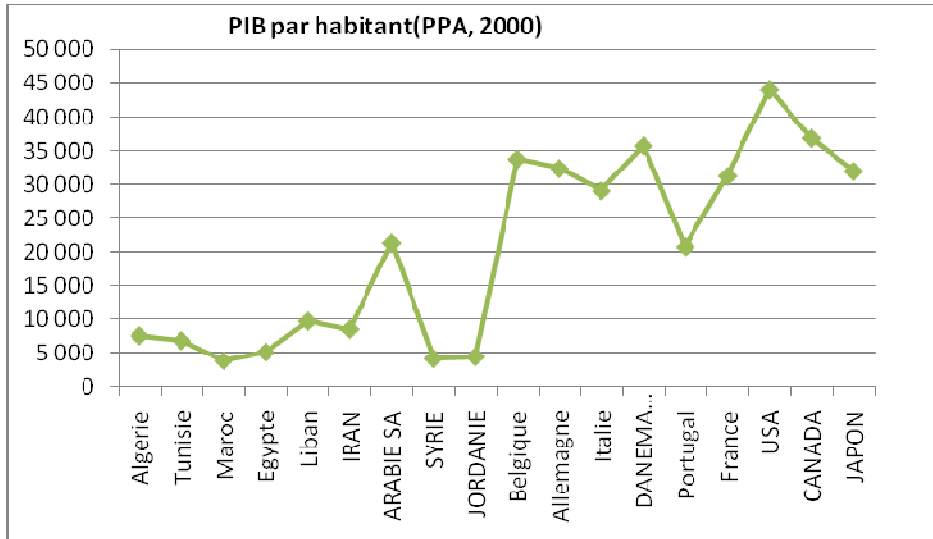
Les libertés civiles, cette deuxième composante de la démocratie permet de déterminer la liberté des citoyens à tous les niveaux de la vie économique et politique. Elles sont définies par Freedom House comme la possibilité d'exprimer les appréciations de la population, de créer des institutions et d'agir de manière libre à l'Etat. Elles sont évaluées sur une échelle allant de 1 à 7: 1 étant le degré le plus élevé de liberté et 7 le plus faible.

Ainsi, en utilisant cet indice de liberté civile, les pays qui figurent dans notre tableau avec une estimation de 1, ont généralement une règle de loi établie et équitable avec une activité économique libre, ce qui explique la présence d'un indice du développement humain élevé.

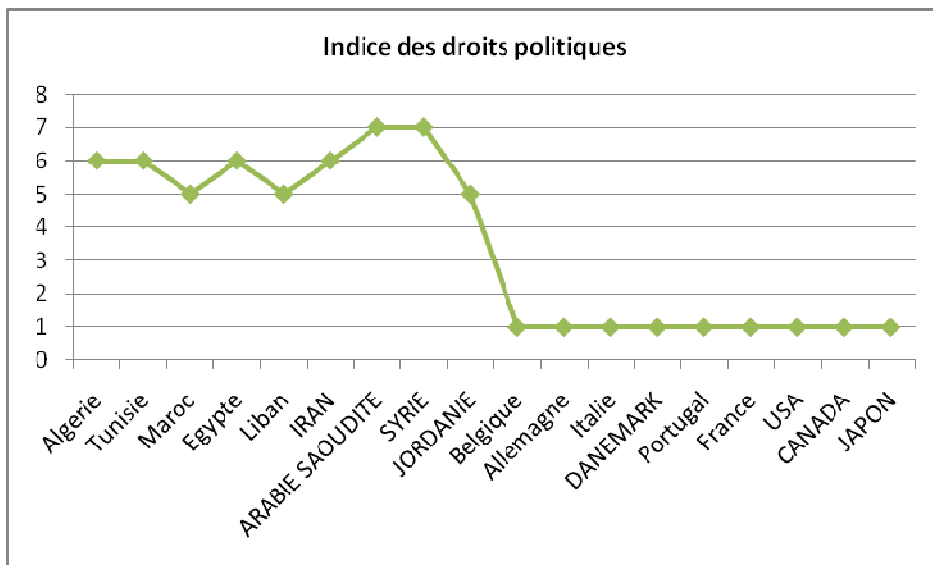
Cela a été confirmé par Milton Friedman (1962), qui a enseignait que les libertés économiques et les libertés civiles et politiques étaient complémentaires, puisqu'elles se consolidaient mutuellement. L'élargissement des droits politiques (démocratiques) favoriserait

l'amélioration des droits économiques, qui accélérerait à son tour la croissance. A cet égard, l'observation confirme cette relation.

Fig.1- La démocratie ne fait pas obstacle à la progression des revenus



Source : Présentation propre à l'auteur issue des données du World Development Indicators, 2007.



Source : Présentation propre à l'auteur issue des données du Freedom House's 2007 Freedom in the World.

En fait, en prenant comme mesure de la qualité des institutions politiques, l'indice des droits politiques, qui s'étale sur une échelle allant de 1(plus libre) et 7 (n'est pas libre) et le PIB par habitant (PPA, 2000) comme mesure de la performance économique pour l'année 2006, la tendance des scores de l'indice des droits politiques est représentée dans la figure 2. La pente

négative de la courbe est due à la manière de la graduation, étant que des institutions plus qualitatives ont la catégorie majeure d'indice des droits politiques (les pays développés sont plus libres).

Ce résultat est confirmé par les analyses statistiques de Barro qui affirment que des institutions plus qualitatives induira un plus haut niveau de croissance économique.

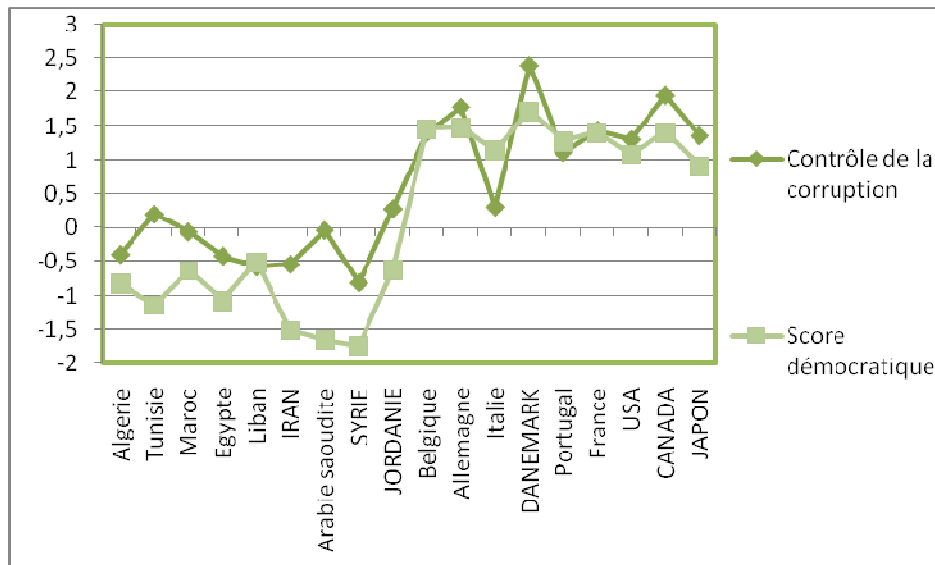
II.2- Impact indirect de la démocratie

Dans certains pays, l'amélioration de la croissance économique, la démocratie et la lutte contre la corruption se renforcent parallèlement; ailleurs, la démocratisation, la croissance économique et la corruption sont profondément liées. Cependant, les effets directs et indirects de la démocratie sur la corruption se manifestent par la limitation de la corruption par la concurrence politique. Pour être efficace en tant que stratégie anti-corruption, la démocratisation doit être incorporée à un développement économique consistant et à des méthodes anti-corruption institutionnelles.

Néanmoins, depuis longtemps les recherches ont supposé que des processus politiques tels que la démocratie et la corruption se représentent comme des facteurs déterminants de la croissance économique et que les Etats non démocratiques souffrent de difficultés économiques significatives du fait de la corruption. L'un des avantages indirects de la démocratie sur la croissance économique est sa capacité à limiter l'effet néfaste de la corruption sur cette dernière. Bien que la corruption se produise nécessairement dans les démocraties, le mécanisme électoral prévient des politiciens de s'engager dans des actions corrompus nuisibles à la performance économique globale et de nature à exposer de ce fait leur survie politique.

A ce niveau, la démocratie accroît la responsabilité des gouvernements face aux citoyens et renforce ainsi leur engagement à l'égard des politiques choisies surtout en termes de lutte contre la corruption.

Fig.2- Evolution de la démocratie et de la corruption (2006)



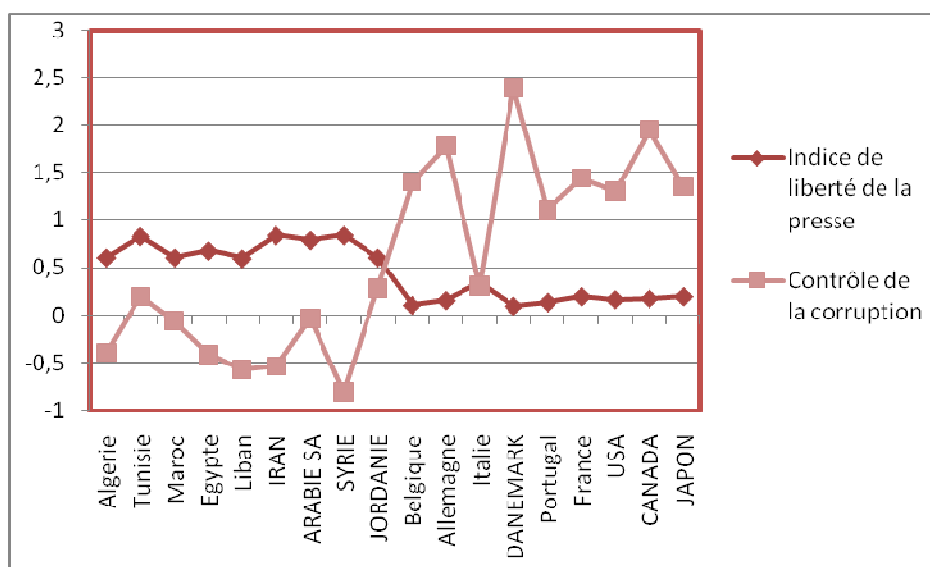
N.B : l'indicateur du contrôle de la corruption et le score démocratique qui correspond à l'indicateur sur le droit à la parole et l'obligation de rendre compte, sont établis par la Banque mondiale, (WDI, 2007).

Source : Présentation propre à l'auteur issue des données du World Development Indicators « WDI », 2007.

Ce graphique nous montre un chemin semblable pour la démocratie mesurée par l'indicateur « caractère démocratique des institutions politiques » et la corruption; en effet, pour le cas de notre échantillon hétérogène composé des pays en développement « MENA » et des pays développés « OCDE », nous observons une phase descendante pour la démocratie et la corruption des pays en développement; ces pays caractérisé par une régime politique moins démocratiques, sont les plus corrompus. Et une phase ascendante pour les pays développés puisque ces derniers sont les plus démocratiques et par suite, ils sont les moins corrompus. Comme conséquence donc le régime politique entoure et soutient la corruption, de ce fait, il faut démocratiser les institutions politiques des pays en développement afin de lutter contre la corruption pour favoriser ensuite une croissance soutenable.

Mais, la simple mise en place d'institutions démocratiques n'a pas permis de réduire la corruption. A ce niveau, et au cours du 20^{ème} siècle, le processus de gouvernance s'est en quelque sorte inversé. Puisque, parmi les causes aggravant la corruption dans ces pays c'est l'absence de la présence des médias libres, afin d'informer les citoyens sur l'ampleur et les conséquences de ce phénomène. Pour ce fait, Cook (1998), affirme qu'il faut « faire la nouvelle » pour gouverner, « *making the news is the way to govern* ».

Fig.3- Interaction entre la liberté de la presse et le contrôle de la corruption (2006)



Source : Présentation propre à l’auteur issue des données du Freedom House’s 2007 Freedom in the World et du World Development Indicators (WDI, 2007).

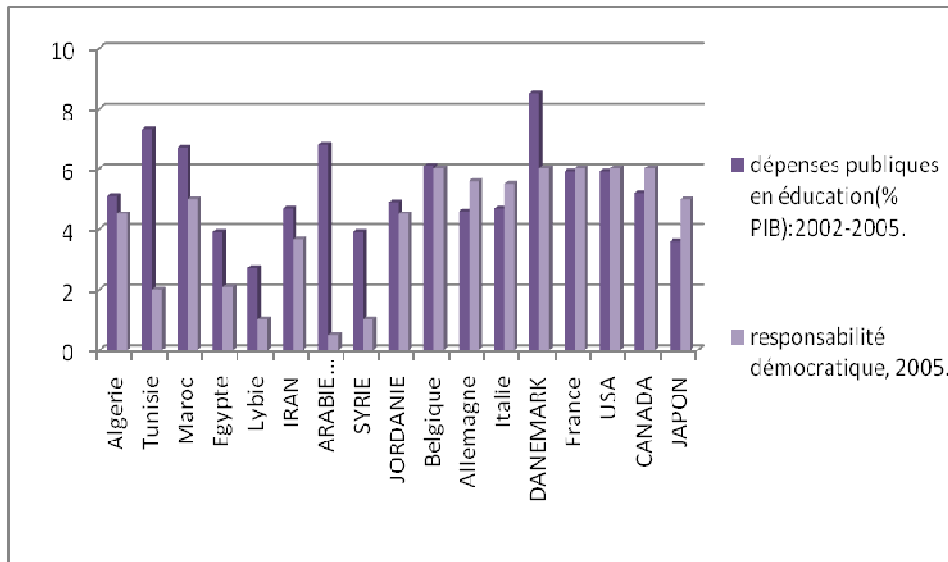
Selon Freedom House « la liberté de la presse » n’exprime pas la responsabilité de la presse, mais elle indique le degré de liberté dans les flux d’information qu’atteint chaque pays sur une échelle de 0 à 100. Le média des pays ayant un score entre: [1 et 30] est considéré comme « libre », [31 et 60] est « partiellement libre », [61 et 100] n’est pas libre. Ce diagramme reflète que la hausse du niveau de la corruption dans les pays en développement, provient de la défaillance du système politique et surtout de la présence d’une presse moins libre, alors que c’est le contraire pour les pays développés; au Danemark par exemple nous avons enregistré que l’indice de liberté de la presse (100) est accompagnée par un niveau faible de la corruption (2,39).

Pour cette raison, et pour combattre la corruption, il faut encourager la mise en place des médias libres et efficaces à cause du rôle crucial de l’information pour la responsabilité du gouvernement face à ses citoyens.

Aussi, la démocratie avait des effets indirects sur la croissance économique, surtout à travers leur interaction avec le capital humain. Cette relation entre institutions politiques et accumulation de capital humain s’aperçoit complexe. En général, l’existence d’un régime démocratique a pour but de favoriser la mise en œuvre de politiques publiques orientées vers l’accumulation de capital humain. En effet, l’existence d’une responsabilité politique d’un

gouvernement face à un parlement lui-même désigné par un vote universel, est capable d'inciter le premier à admettre des efforts correspondants aux besoins fondamentaux exprimés par la population.

Fig.4- Impact de la démocratie via l'accumulation du capital humain



Source: Présentation propre à l'auteur issue des données de l'UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization) Institute for Statistics, 2007b, et International Country Risque Guide (ICRG), 2006.

D'après ce graphique, et dans le but de montrer l'impact positif de la démocratie sur la croissance économique via l'accumulation du capital humain, nous observons que les pays de l'OCDE, et surtout le Danemark dont l'indicateur de la responsabilité démocratique reflète une meilleure capacité du gouvernement à installer une société démocratique, les dépenses publiques en éducation sont plus élevées, alors que pour les pays de la région MENA qui sont moins démocratiques, les dépenses publiques en éducation ne sont pas productives. Ainsi comme le soulignait Tocqueville (1990), l'éducation peut constituer le vecteur favorisé de l'esprit des Lumières, et par là même favoriser les évolutions vers la mise en place de régimes démocratiques. En fait, si l'on suit les travaux de Mankiw, Romer et Weil (1992), la démocratie formerait, à travers la scolarisation, un facteur favorable à la croissance économique.

III. Institutions politiques et croissance économique: Identification de la relation à l'aide des données du panel

Dans cette optique, le présent travail sera consacré à la détermination des trois effets des institutions politiques sur la croissance économique; en premier lieu, leurs effets directs sur la productivité (résidu du Solow), en second lieu, leurs effets indirects via l'accumulation du capital humain et enfin leurs rôles comme facteurs freinant le niveau élevé de la corruption, autrement « est-ce que la démocratisation des institutions politiques des PED est considéré comme « une bonne stratégie anti-corruption »?.

III.1- Spécification du modèle économétrique

A la suite des travaux de Mankiw, Romer et Weil (1992), Knight et al (1992, 1993), Ghura et Hadjimichael (1996) et Demetriades et Law (2006), l'objectif de notre étude empirique, c'est d'ajouter des variables institutionnelles dans l'équation du modèle de croissance de Solow augmenté du capital humain dont la variable endogène est un indicateur de performance économique notamment le PIB réel par habitant en logarithme. Par conséquent, nous tenons compte des modèles suivants comme équations à estimer :

$$\ln(y_{it}) = \alpha_i + \beta_1 \ln k_{it} + \beta_2 \ln h_{it} + \beta_3 \ln FL_{it} + \beta_4 INSPOL_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Pour examiner les effets d'interaction entre les institutions politiques et le capital humain sur la croissance, l'équation (1) est élargie pour inclure le terme d'interaction comme suit :

$$\ln(y_{it}) = \alpha_i + \beta_1 \ln k_{it} + \beta_2 \ln h_{it} + \beta_3 \ln FL_{it} + \beta_4 INSPOL_{it} + \beta_5 (h_{it} * INSPOL_{it}) + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Où i et t dénotent respectivement le pays et le temps.

Pour $i = 1, \dots, 25$ / $t = 1984, \dots, 2005$.

Avec α_i l'effet spécifique individuel, $\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4$ et β_5 sont les paramètres à estimer dans ce modèle et ε_{it} est le terme d'erreur.

Comme dans un travail précédent les résultats trouvés, prouvent que le niveau élevé de la corruption nuit contre la croissance économique des PED. Nous n'avons pas ajouté la variable institutionnelle représentant la corruption dans le premier modèle puisque cette variable est corrélée avec les variables macro-économiques et les autres variables institutionnelles. Nous allons consacrer un modèle pour estimer l'impact d'un environnement légal et démocratique sur

la corruption. Le modèle est présenté comme suit :

$$CORR_{it} = \alpha'_i + \delta_1 h_{it} + \delta_2 GS_{it} + \delta_3 LO_{it} + \delta_4 DA_{it} + \delta_5 ET_{it} + \delta_6 BQ_{it} + \mu_{it} \quad (3)$$

Avec α'_i l'effet fixe individuel. $\delta_1, \delta_2, \delta_3, \delta_4, \delta_5$ et δ_6 sont des paramètres à estimer et μ_{it} est le terme d'erreur.

III.2- Bases de données et présentation des variables

Dans cette analyse, nous étudierons empiriquement l'interaction entre les institutions politiques, le capital humain et les performances économiques, en utilisant une série des indicateurs macro-économiques et des indicateurs institutionnelles calculés depuis plusieurs années et pris de différentes bases de données.

➤ Les variables macro-économiques

Les indicateurs de performances macro-économiques utilisés dans ce travail sont représentés par (y) le niveau de PIB réel par habitant (en dollar américain constant, 2000), (h) l'indice de niveau d'instruction dans l'enseignement comme proxy du capital humain, (k) le capital physique calculé par la méthode de l'inventaire permanent et (FL) le taux de croissance de force de travail. Ces variables proprement macro-économique sont empruntés de la base de données de la Banque Mondiale constituée par des séries macro-économiques internationales « WDI, CD-ROM, 2007 ». La base des données de l'indice du niveau d'instruction dans l'enseignement, est collectée successivement à partir des Rapports Mondiaux sur le Développement Humain « HDR »¹.

➤ Les variables institutionnelles

Les variables institutionnelles sont pritis de la base de données « International Country Risk Guide (ICRG) » détenue par Political Risk Services. Cette base comprend plus de 75 séries de données sur plus de 140 pays recouvrant la période de 1984 à présent et concernent l'économie et les échanges extérieurs, appréciation et risque économique et politique et des indicateurs sociaux.

Dans cette analyse, nous allons essayer de mesurer l'effet d'un environnement légal et démocratique sur le développement économique des PED, à ce niveau, nous avons utilisé six

¹ La base des données est collectée des Rapports Mondiaux sur le Développement Humain (voir le site Web : <http://www.undp.org>).

indicateurs de la base de données (ICRG) qui sont la corruption (CORR), ordres et lois (LO), les tensions ethniques (ET), la responsabilité démocratique (DA), la qualité bureaucratique (BQ) et la stabilité politique (GS). Les notes indicatrices des quatre premiers indicateurs vont de 0 à 6, la qualité bureaucratique de 0 à 4 et la stabilité du gouvernement va de 0 à 12. Les notes les plus élevées indiquent de meilleures qualités institutionnelles, autrement dit moins de corruption, un système judiciaire plus efficace, des tensions ethniques minimales, une meilleure responsabilité démocratique, une meilleure bureaucratie, et une faible instabilité du gouvernement.

III.3- Evaluation des résultats de l'estimation

Nous avons choisit un modèle de croissance sur un panel de 25 pays en développement (voir annexe 1) sélectionnés selon la classification de la Banque Mondiale et selon la disponibilité des données pour la période allant de 1984 à 2005. En ajoutant des variables institutionnelles et politiques dans notre modèle de croissance du Solow augmenté du capital humain, les résultats des régressions du modèle représenté par l'équation (1) sont rassemblés dans le tableau 1.

III.3.1- Effets directs des institutions politiques sur la croissance économique

Le cadre empirique fait apparaître trois effets des institutions politiques sur le développement économique. Le premier effet est un effet direct sur la productivité (résidu de Solow):

Après avoir effectué les tests de stationnarité pour toutes les séries incluses dans notre modèle (voir annexe 2), nous avons trouvé que la plupart des séries sont stationnaires en niveau, ceci explique le recours au données du panel stationnaires. Notre premier intérêt, est de déterminer les tests de spécification ou tests d'homogénéité des données. Nous allons monter si le modèle considéré est parfaitement identique pour tous les pays de l'échantillon ou bien s'il y a des spécificités propres à chaque pays.

Les résultats tirés des statistiques de Fisher montrent le rejet de l'hypothèse d'homogénéité global sachant qu'il existe des coefficients communs pour tous les pays ainsi que la présence des spécificités individuelles pour chaque pays (P-value $\lt 10\%$). Nous avons utilisé la méthode des données de panel, en prenant en compte les effets spécifiques individuels de chaque pays pour capter leurs différences économiques et institutionnelles. Les tests de Hausman doivent

montrer quelle méthode d'estimation, nous devons retenir. Les résultats de l'estimation de toutes les régressions sont présentés dans le tableau ci-dessous:

Tableau n°1- La variable dépendante: log PIB réel /tête

Variables	M1		M2		M3		M4		M5	
	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG
Cst	6.18 (35.44)	6.94 (49.91)	6.34 (35.58)	7.15 (51.36)	6.35 (34.96)	7.30 (51.55)	6.23 (34.27)	7.15 (53.93)	6.32 (34.88)	7.25 (51.80)
Lnk	0.21 (5.21)***	0.02 (1.23)	0.22 (5.28)***	0.02 (1.20)	0.26 (6.11)***	0.03 (1.47)	0.25 (5.95)***	0.02 (1.16)	0.25 (6.00)***	0.04 (1.42)
LnH	0.24 (2.05)**	0.24 (2.10)	0.48 (4.14)***	0.49 (4.27)	0.48 (4.08)***	0.49 (4.11)	0.45 (3.85)***	0.46 (3.94)	0.48 (4.07)***	0.49 (4.14)
LnFL	-0.19 (-6.02)***	-0.21 (-6.39)	-0.24 (-7.38)***	-0.25 (-7.71)	-0.30 (-9.75)***	-0.33 (-10.67)	-0.26 (-8.17)***	-0.28 (-8.84)	-0.29 (-9.52)***	-0.32 (-10.49)
GS	0.02 (7.16)***	0.02 (7.78)	-	-	-	-	-	-	-	-
LO	-	-	0.02 (4.14)***	0.03 (5.08)	-	-	-	-	-	-
DA	-	-	-	-	-0.007 (-0.98)	-0.004 (-0.55)	-	-	-	-
ET	-	-	-	-	-	-	0.02 (3.61)***	0.03 (4.21)	-	-
BQ	-	-	-	-	-	-	-	-	0.01 (1.65)**	0.01 (1.77)
No.d'ob	550	550	550	550	550	550	550	550	550	550
R²	0.371	0.345	0.331	0.303	0.311	0.273	0.326	0.288	0.313	0.276
t-Haus P-values	-	19.73 (0.000)	-	20.01 (0.000)	-	34.35 (0.000)	-	27.70 (0.000)	-	32.96 (0.000)
t-DWH P-values	2.74 (0.129)		1.27 (0.259)		1.00 (0.318)		1.74 (0.187)		1.05 (0.307)	

Source : Estimations réalisées par l'auteur avec STATA 10.

Notes : - les valeurs entre parenthèses représentent la statistique de student ; *** significatif à 5 % et ** significatif à 1%.

- t-Haus : test de spécification de Hausman qui suit une loi de chi-deux.

- t-DWH : test d'endogénéité ou test de régression augmentée qui suit une loi de Fisher.

Les résultats trouvés et présentés dans ce tableau, nous donne pour tous les modèles estimés, une statistique de Hausman qui est supérieure à chi deux à K degrés de liberté (K est le nombre des variables explicatives pour chaque modèle) et une statistique de Durbin-Wu-Hausman² dont la p-values est supérieure à 10%, ce qui signifie le rejet de l'hypothèse nulle. Les modèles retenus dans ce cas sont ceux à effets individuels fixes représentant une corrélation entre les effets individuels et les variables explicatives, autrement dit, l'estimation avec Within (estimateur non biaisé) est la plus adéquate.

En intégrant à chaque fois une des 5 variables institutionnelles de la base des données de l'ICRG, les résultats confirment l'existence d'une corrélation positive entre la qualité des institutions politiques et la croissance économique; tous les coefficients sont positifs et significatifs, sauf pour le cas de l'indicateur de la responsabilité démocratique (DA) qui est négatif et statistiquement non significative.

En effet, nous pouvons conclure que pour les indicateurs qui sont significatifs, ceux qui ont des coefficients plus élevés ayant un rôle plus important dans l'amélioration de la croissance économique sont l'ordre et le respect de la loi (LO; 0,029), l'intensité des tensions ethniques (ET; 0,027), la stabilité politique (GS; 0,024), et dans une moindre mesure la qualité de la bureaucratie (BQ; 0,016). Par contre l'indicateur de la responsabilité démocratique (DA ; -0,007) agit négativement sur la croissance économique des PED.

Mais, sans donner trop de signification au signe de ces coefficients, les variables institutionnelles possèdent une relation positive et statistiquement significative avec la performance économique, ce résultat est similaire aux explications théoriques traité par North (1990), Knack et Keefer (1995), Chang et Calderon (2000a), Acemoglu et al (2001) et Assane et Grammy (2003). Cependant, la faiblesse de ces coefficients reflète aussi les effets pervers de la qualité des institutions politiques sur le développement économique des PED lorsque les défaillances qu'elles dégagent sont plus fréquentes.

A ce niveau, nous pouvons dire que la bonne qualité des institutions politiques n'aboutit pas nécessairement à des résultats bénéfiques tels qu'une croissance économique élevée, mais elle peut agir de façon à ce que la persistance de mauvais résultats devient moins probable. Ces résultats sont fonction de la mise en œuvre des bonnes politiques.

² Ce test est expliqué en détail dans l'annexe 3.

III.3.2- L'interaction entre les institutions politiques, le capital humain et la croissance économique

Le deuxième impact des institutions politiques sur la croissance économique est un effet indirect via l'accumulation du capital humain qui représente le canal de transmission le plus privilégié. Les résultats d'estimation de différentes régressions du modèle (2) sont classés dans le tableau ci-dessus:

Tableau n°2 - La variable dépendante: log PIB réel /tête

Variables	M1		M2		M3		M4		M5	
	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG
Cst	6.11 (35.71)	6.83 (50.78)	6.24 (35.04)	6.97 (49.10)	6.23 (34.25)	7.12 (49.29)	6.09 (33.67)	6.97 (53.45)	6.19 (34.12)	7.07 (48.31)
Lnk	0.21 (5.03)***	0.02 (1.27)	0.21 (4.95)***	0.02 (1.32)	0.25 (5.88)***	0.03 (1.67)	0.24 (5.78)***	0.02 (1.32)	0.25 (5.82)***	0.04 (1.73)
LnFL	-0.19 (-5.78)***	-0.20 (-6.07)	-0.268 (-8.37)***	-0.28 (-8.63)	-0.34 (-11.27)***	-0.37 (-12.16)	-0.28 (-8.90)***	-0.30 (-9.50)	-0.32 (-11.02)***	-0.36 (-12.01)
h*GS	0.03 (8.20)***	0.04 (8.87)	-	-	-	-	-	-	-	-
h*LO	-	-	0.04 (4.53)***	0.05 (5.52)	-	-	-	-	-	-
h*DA	-	-	-	-	-0.005 (-0.56)	0.001 (-0.12)	-	-	-	-
h*ET	-	-	-	-	-	-	0.04 (4.31)***	0.05 (4.91)	-	-
h*BQ	-	-	-	-	-	-	-	-	0.02 (1.73)**	0.02 (1.84)
No.d'ob	550	550	550	550	550	550	550	550	550	550
R²	0.369	0.346	0.315	0.291	0.288	0.254	0.312	0.277	0.292	0.260
t-Haus P-values	-	25.49 (0.000)	-	24.47 (0.000)	-	34.20 (0.000)	-	31.94 (0.000)	-	33.35 (0.000)
t-DWH P-values	2.07 (0.244)		1.88 (0.170)		0.09 (0.764)		1.23 (0.267)		0.68 (0.410)	

Source : estimations réalisées par l'auteur avec STATA 10.

Notes: les valeurs entre parenthèses représentent la statistique de Student; *** significatif à 5% et ** significatif à 1 %.

Jusqu'à présent, nous avons examiné l'impact global des institutions politiques sur la croissance économique sans essayer de différencier spécifiquement l'influence sur l'accumulation des facteurs de production. La relation entre institutions politiques et accumulation de capital humain s'avère plus compliqué. En ajoutant les termes d'interaction entre les variables politiques et le capital humain, nous trouvons que le terme d'interaction entre la stabilité du gouvernement et le capital humain, puis le terme d'interaction entre le respect de l'ordre et de la loi et le capital humain et enfin le terme d'interaction entre les tensions ethniques et le capital humain sont significatif à 5%, alors que l'interaction entre la qualité bureaucratique et le capital humain n'est significatif qu'à 1%. Néanmoins, il existe un terme d'interaction négatif et non significatif qui est celui de l'interaction entre la démocratie et le capital humain.

Nous pouvons conclure à ce niveau que la qualité des institutions peuvent influencer la croissance économique, à travers leurs effets indirects sur le capital humain, or les coefficients de ces termes d'interaction sont faibles, ce qui veut dire que le développement économique est faiblement influencé par l'interaction entre les institutions politiques et le capital humain, autrement dit, une meilleure qualité des institutions politiques aura un impact sur la croissance économique si et seulement si ces pays sont caractérisés par une meilleure qualité de leur capital humain.

Par conséquent, notre travail suppose que la démocratie se présente ainsi comme une condition essentielle et affecte, par ce biais, positivement la croissance. En effet, depuis les travaux de North (1991), un environnement institutionnel opérant est celui qui permet les transactions économiques et rétréci au minimum les précarités. Les cadres favorisés d'analyse ont donc été les variables institutionnelles qui pouvaient avoir un impact sur l'occurrence d'incertitude et serrent selon la liste reprise à Poirson (1998), la corruption, la violence politique et l'absence de libertés civiles.

III.3.3- Effets des institutions politiques démocratiques sur la corruption

Depuis longtemps, les chercheurs ont présumé que des variables politiques à savoir la démocratie et la corruption composent des facteurs déterminants de la croissance économique. Cependant, notre étude montre que la démocratie avait des effets directs, mais les plus importants

sont essentiellement leurs effets indirects sur la croissance, tandis que nos résultats prouvent aussi que la corruption est généralement considérée comme ayant un impact direct et négatif sur la performance économique. Pour se faire, nous entretenons qu'un des avantages indirects de la démocratie est sa tendance à décliner l'effet néfaste de la corruption sur la croissance économique. Ainsi, les résultats de l'estimation de la régression (3) représentant la corruption comme variable endogène, sont regroupés dans le tableau suivant :

Tableau n°3 - La variable dépendante : Indice de la corruption

variables	M1		M2		M3		M4		M5		M6	
	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG	Within	MCG
Cst	6.70 (12.23)	5.31 (10.98)	7.05 (12.63)	5.43 (11.13)	6.63 (12.70)	5.11 (10.98)	6.50 (12.02)	5.03 (10.65)	6.51 (12.44)	5.20 (10.99)	6.09 (11.91)	4.81 (10.45)
h	-5.64 (-7.42)***	-3.70 (-5.73)	-6.54 (-7.98)***	-4.11 (-6.02)	-6.38 (-8.72)***	-4.23 (-6.76)	-5.97 (-7.94)***	-3.95 (-6.22)	-6.57 (-8.92)***	-4.65 (-7.26)	-5.72 (-8.13)***	-3.94 (-6.47)
GS			0.04 (2.82)***	0.07 (1.67)								
LO					0.19 (7.29)***	0.19 (6.95)						
DA							0.13 (4.26)***	0.14 (4.47)				
ET									0.24 (7.20)***	0.22 (6.80)		
BQ											0.38 (9.35)***	0.38 (9.29)
No.d'ob	550	550	550	550	550	550	550	550	550	550	550	550
R²	0.09	0.09	0.108	0.108	0.178	0.170	0.125	0.118	0.176	0.172	0.224	0.217
t-Haus P-values		23.44 (0.00)		28.55 (0.00)		31.36 (0.00)		21.24 (0.00)		30.04 (0.00)		33.58 (0.00)
t-DWH P-values	0.07 (0.790)		0.06 (0.805)		0.30 (0.585)		0.39 (0.534)		0.14 (0.712)		0.15 (0.694)	

Source : estimations réalisées par l'auteur avec STATA 10.

Notes : les valeurs entre parenthèses représentent la statistique de student ; *** significatif à 5 % et ** significatif à 1%.

Pour l'ensemble des six modèles, le capital humain est statistiquement significatif et corrélé négativement à la corruption, ce qui justifie que la forte corruption dans les pays en développement est causée par la présence d'une mauvaise qualité des dépenses publiques en éducation. En conséquence, la leçon tirée est que pour limiter l'effet néfaste de la corruption, il faut reformer le système éducatif des PED.

Ainsi, à côté du rôle du capital humain dans la modération de l'ampleur de la corruption, il existe d'autres facteurs tels que la présence des institutions politiques démocratiques. Mais, parmi les causes expliquant le niveau élevé de la corruption provoquant par la suite les mauvaises performances économiques des PED, est la présence des institutions politiques moins démocratiques ou parfois non démocratiques des pays en développement. En effet, le coefficient de l'indice de la responsabilité démocratique est statistiquement significatif et corrélé positivement avec l'indice de la corruption, ce qui signifie que dans ces pays, institutions politiques non démocratiques, niveaux élevés de corruption et pauvreté forment un riche mélange.

Néanmoins, dans le cas où la qualité des institutions politiques démocratiques est moyenne à cause d'une mauvaise qualité de l'éducation ou du capital humain et le niveau de la pauvreté est plus élevé, le niveau de la corruption sera plus intensif. A ce niveau, la solution de ce phénomène ne correspond plus seulement à une stratégie anti-corruption, mais il faut appliquer les meilleures réformes et politiques institutionnelles les plus adéquates aux pays en développement.

VI- Conclusion et recommandations politiques

La qualité de des institutions politiques s'avère une règle du jeu plus importante dans la détermination de la forme du comportement économique des agents et dans l'explication de la performance économique des pays. En effet, ce travail s'est intéressé à étudier empiriquement l'interaction entre la qualité des institutions politiques, le capital humain et la performance économique pour un groupe de 25 pays en développement au cours de la période 1984-2005.

A ce niveau, nous avons conclu que les défaillances institutionnelles qui caractérisent les pays en développement conduisent à déstabiliser leur croissance économique à long terme. Cependant, un degré de démocratisation plus élevé aurait une meilleure amélioration de la croissance économique, et sur la base de ces résultats, nous apercevons que dans les PED, la

force motrice de la croissance économique la plus importante est l'éducation ou le capital humain, suivi de près par des contraintes sur l'exécutif ou les institutions. Or comme a évoqué Pritchett (2001), la mauvaise qualité des écoles dans nombreux pays en développement, autrement dit l'augmentation du nombre moyen d'années d'études pourrait n'avoir guère généré du capital humain.

En conséquence, l'existence d'un régime démocratique est de nature à favoriser la mise en oeuvre de politiques publiques dirigées vers l'accumulation de capital humain. Ainsi, l'existence d'une responsabilité politique d'un gouvernement face à un parlement lui-même présenté par élection universelle, est susceptible d'inciter le premier à adhérer des efforts correspondant aux besoins nécessaire proclamés par la population. Dans ces conditions, les autorités politiques seront forcées de mettre en oeuvre des politiques redistributives en matière de l'éducation.

De même, la corruption était parmi les principales défaillances institutionnelles représentatives dans les pays en développement. Cependant, il n'y a aucun doute que cette corruption a un impact dommageable sur les résultats économiques. Par conséquent, il est clair que la corruption est plus grave dans les pays à bas niveau de revenu qui sont moins intégrés dans l'économie mondiale et sont en général les plus peuplés.

Les déterminants politiques de ce problème s'expliquent par un manque de démocratie qui augmente la corruption, ceci est conformément à la thèse d'Olson (1982) qui révèle que les régimes démocratiques les plus stables sur la longue période, reculent plus clairement les activités de recherche de rente. Or cette corruption avait un niveau plus haut dans les pays en développement souffrons d'un système juridique faible et d'une mauvaise qualité des bureaucrates qui gagnent de bas salaires.

References bibliographiques

- **Acemoglu D. and Verdier T., (1998):** «Property Rights, Corruption and the Allocation of Talent: A General Equilibrium Approach», *Economic Journal*, volume 108, pp 1381-1403.
- **Acemoglu D., Johnson S. et Robinson J.A., (2001):** « The Colonial Origins of Comparative Development: an Empirical Investigation », *The American Economic Review*, vol. 91, n°5, pp1369- 1401.
- **Acemoglu D., Johnson S. et Robinson J.A. (2001b):**« Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution», *NBER Working Paper* n°8460, April.
- **Alesina A., & Roberto P., (1996):** «Income distribution, political instability, and investment, » *European Economic Review*, Elsevier, vol 40(6), pp 1203-1228, June.

- **Aron J., (2000):** «Growth and Institutions: A Review of the Evidence, » *World Bank Research Observer*, Oxford University Press, vol 15(1), pp 99-135, February.
- **Barro, Robert J., (1996):** « Institutions and Growth, an Introductory Essay », *Journal of Economic Growth*, Springer, vol 1(2), pp 145-48, June.
- **Blomstrom M., Lipsey R.E. & Zejan M., (1996):** «Is fixed investment the key to economic growth? », *Quarterly Journal of Economics*, 111, pp 269-276.
- **Bollen K.A., (1979):** «Political Democracy and the Timing of Development. », *American Sociological Review*, 44, pp 572-87.
- **Bradford J., DeLong and Summers Lawrence H., (1991):** «Equipment Investment and Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics* 106: 2 (May), pp 445-502.
- **Brunetti A., (1997):** « Political variables in cross-country growth analysis », *Journal of Economic Surveys*, vol 11, no 2, pp 163-190.
- **Burkhart R. E and Lewis-Beck M. S., (1994):** «Comparative Democracy: The Economic Development Thesis », *American Political Science Review* 88, pp 903-910.
- **Cheung S. (1998):** «The Curse of Democracy as an Instrument of Reform in Collapsed Communist Economies », *Contemporary Economic Policy*, vol 41, pp 247-249.
- **Chong A. & Calderon C., (2000):** «Institutional Quality and Income Distribution », *Economic Development and Cultural Change*, University of Chicago Press, vol 48(4), pp 761-86, July.
- **Clague C., Keefer P., Knack S. et Olson M., (1996):** « Property and Contract Rights under Democracy and Dictatorship », *Journal of Economic Growth*, 1, pp 243-76.
- **Cooke P. (1998) :** « Introduction : origins of the concept », dans *Regional Innovation Systems*, aux soins de Braczyk H. J., Cooke P. et Heidenreich, Londre, UCL Press.
- **Davidson R. and James G. MacKinnon, (1993):** « Estimation and Inference in Econometrics ». *New York: Oxford University Press.*
- **Demetriades P. et Law S., (2006):** « Finance, institutions and economic development », *International Journal of Finance & Economics*, vol 11:3, pp 245–260.
- **Dixit et Pindick, (1994):** « Investment under Uncertainty », *Princeton University Press.*
- **Djeto A. & Grammy A., (2003):** «Institutional framework and economic development: international evidence », *Applied Economics*, Taylor and Francis Journals, vol 35(17), pp 1811-1817, November.
- **Dollar D. & Kraay A., (2003):** « Institutions, trade, and growth », *Journal of Monetary Economics*, Elsevier, vol 50(1), pp 133-162, January.
- **Easterly W. & Ross L., (1997):** «Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions », *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, vol 112(4), pp 1203-50, November.
- **Easterly W. & Ross L., (2003),** « Tropics, germs, and crops: how endowments influence economic development », *Journal of Monetary Economics*, Elsevier, vol 50(1), pp 3-39, January.
- **Friedman M., (1962):** «Front matter, the interpolation of time series by related series », *NBER Chapters*, in: *The Interpolation of Time Series by Related Series*, pp 4, National Bureau of Economic Research, Inc.
- **Ghura D. et Hadjimichael M., (1996):** «Growth in Sub-Saharan Africa », *International Fund Monetary Staff Papers*, vol 43, pp 605-634.
- **Glaeser Edward L., La Porta R., Lopez-de-Silanes F. and Shleifer A., (2004):** « Do Institutions Cause Growth? », *Journal of Economic Growth*, vol 9(3), pp 271-303.
- **Hall Robert E. & Jones Charles I., (1999):** «Why Do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker Than Others?», *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, vol 114(1), pp 83-116, February.
- **Huntington Samuel. P, (1991):** «The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century », *Journal of Democracy - Volume 2, Number 2*, pp12-34.

- **Isham J., Kaufmann D. et Pritchett L. H., (1997):** « civil liberties, democracy, and the performance of government projects », *the World Bank Economic Review*, Vol n° 2(11), pp 219-239.
- **JACKMAN M.R et JACKMAN R.W, (1973):** « An interpretation of the relation between objective and subjective social status », *American Sociological Review*, vol 38, pp 569-582.
- **Keefer P. et Knack S., (1997):** «Why Don't Poor Countries Catch Up? A Cross-National Test of Institutional Explanation », *Economic Inquiry*, Oxford University Press, vol 35(3), pp 590-602, July.
- **King R.G & Ross L., (1994):** « Capital fundamentalism, economic development, and economic growth », *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, Elsevier, vol 40(1), pp 259-292, June.
- **Knack S. et Keefer P., (1995):** « Institutions and Economic Performance: Cross country Tests Using Alternative Institutional Measures », *Economics and Politics*, n° 7, vol 3, pp 207-227.
- **Knight N. et al. (1993):** « What we know about the socio-economic impacts of Canadian megaprojects: An annotated bibliography of post-project studies », Centre for human settlements, *University of British Columbia*, Vancouver.
- **Leblang D.A. (1997):** « Political Democracy and Economic Growth: pooled cross-sectional and time-series evidence », *British Journal of Political Science*, vol 27, pp 453-72.
- **Lipset S.M, (1956):** «Union democracy: The internal politics of the International Typographical Union». Glencoe, IL: *Free Press*.
- **Mankiw N.G., Romer D. et Weil D., (1992):** « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, vol 107(2), pp 407-37.
- **Mauro P., (1995):** «Corruption and growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol 110, pp 681–712.
- **Mauro P.H. (2001):** « Corruption and Growth », *Journal of Comparative Economics* vol 29 (1), pp 66-79.
- **Nelson Richard R. and Sampat Bhaven N., (2001):** «Making Sense of Institutions as a Factor Shaping Economic Performance», *Journal of Economic Behavior and Organization* 44, pp 31–54.
- **North D. C, (1990a):** «Institutions, Institutional Change, and Economic Performance», *New York: Cambridge University Press*.
- **North D. C., (1990b):** «A Transactions Cost Theory of Politics», *Journal of Theoretical Politics* 2 (4), pp 355-67.
- **North D.C. (1981):** «Structure and Change in Economic History », *Norton*, New York.
- **North D-C., (1991):** « Institutions », *Journal of Economic Perspectives*, American Economic Association, Vol 5 (1), pp 97-112.
- **Olson L.J. (1996):** «Dynamic Economic Models with Uncertainty and Irreversibility: Methods and Applications», *Nonlinear World*, 3, pp 757-770.
- **Olson M. (1982):** «The Rise and Decline of Nations», *Yale University Press*, New Haven.
- **Poirson H. (1998):** « economic security, private investment, and growth in developing countries », *IMF Working Paper* n°4.
- **Pritchett L. (2001):** « Where has all the Education Gone? », *World Bank Economic Review* 15:3, pp367-391.
- **Przeworski A. & Limongi F. (1997):** «Modernization: Theories and Facts », *World Politics*, Vol 49, No 2, pp 155-183.
- **Rodrik D. (2000):** «Where Did All the Growth Go? External Shocks, Social Conflict and Growth Collapses», *Journal of Economic Growth*, vol 4, pp 385–412.
- **Rodrik D., Subramanian A. & Trebbi F., (2002):** «Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development », *NBER Working Papers* 9305, National Bureau of Economic Research, Inc.

- **Saint-Paul G. & Verdier T. (1993):** «Education, Democracy and Growth », *Journal of Development Economics*.
- **Schumpeter J. A. (1984) :** « Impérialisme et classes sociales », *Flammarion*.
- **Tavares J. et Wacziarg R., (2001):** « How Democracy Affects Growth », *European Economic Review*, vol 45, n° 8, août, pp 1341-1378.
- **Tocqueville A. (1990):** « De la démocratie en Amérique », Paris, *Librairie philosophique Vrin*, pp 1835-1840, 2 tomes édités sous la direction d'Eduardo Nolla.
- **Vreeland J. (2003):** «The IMF and Economic Development ». New York: *Cambridge University Press*.
- **Weber M. (1922) :** « Economie et société », tome 2, Paris, *Plon édition* de 1971.
- **Zvi G., Hall Bronwyn H. et Hausman Jerry A., (1978):** « Missing Data And Self-Selection in Large Panels », *Annales de l'INSEE*, 30-31, pp137-76.

ANNEXE 1 : La liste des pays utilisés dans l'échantillon

Pays	Appartenance géographique
Algérie	Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA)
Egypte	Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA)
Iran	Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA)
Jordanie	Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA)
Maroc	Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA)
Syrie	Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA)
Tunisie	Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA)
Cameroun	Afrique Sub-saharienne
Cap verde	Afrique Sub-saharienne
Namibie	Afrique Sub-saharienne
Soudan	Afrique Sub-saharienne
Inde	Asie du sud
Sri lanka	Asie du sud
Chine	Asie orientale et le Pacifique
Indonésie	Asie orientale et le Pacifique
Philippines	Asie orientale et le Pacifique
Thaïlande	Asie orientale et le Pacifique
République Dominicaine	Asie orientale et le Pacifique
Equateur	L'Amérique Latine et le Caraïbe
Salvador	L'Amérique Latine et le Caraïbe
Guatemala	L'Amérique Latine et le Caraïbe
Honduras	L'Amérique Latine et le Caraïbe
Nicaragua	L'Amérique Latine et le Caraïbe
Paraguay	L'Amérique Latine et le Caraïbe
Pérou	L'Amérique Latine et le Caraïbe

ANNEXE 2 : Statistiques des tests de stationnarité d'IPS (2003)

Variable	Stationnarité en niveau		Stationnarité en différence première	
	Avec constante	Avec constante et trend	Avec constante	Avec constante et trend
Ln PIB/tête	1.59504 (0.9446)	2.39797 (0.9918)	-1.51708 (0.0646)	-2.43042 (0.0075)
Ln K	-7.21893* (0.0000)	-8.69787* (0.0000)	-33.7277 (0.0000)	-25.3933 (0.0000)
Ln H	-1.94162* (0.0023)	-2.65163* (0.0005)	-15.8463 (0.0000)	-12.9244 (0.0000)
Ln FL	-3.23567* (0.0006)	-3.46397* (0.0003)	-4.80842 (0.0000)	-3.21568 (0.0007)
H*GS	-2.30210* (0.0006)	-3.93705* (0.0000)	-13.5973 (0.0000)	-9.61145 (0.0000)
H*CORR	-2.22197* (0.0031)	-3.19542* (0.0007)	-11.3326 (0.0000)	-7.81612 (0.0000)
H*LO	1.00273 (0.8420)	0.68203 (0.8420)	-12.8943 (0.0000)	-9.38265 (0.0000)
H*DA	-1.96604* (0.0094)	-2.74406* (0.0008)	-9.73733 (0.0000)	-7.64966 (0.0000)
H*BQ	-5.23466* (0.0000)	-6.13181* (0.0000)	-19.1255 (0.0000)	-13.8797 (0.0000)
H*ET	0.17002 (0.5675)	0.61455 (0.7306)	-9.48773 (0.0000)	-8.69063 (0.0000)

Source : estimation faite par l'auteur avec le logiciel Eviews 6. Avec * signifie des séries stationnaires en niveau.

N.B : Si la réalisation de la statistique de Im, Pesaran et Shin est inférieure au seuil de la loi normale centrée réduite (pour un test non symétrique à 5%, ce seuil est égal à -1,645), nous rejetons l'hypothèse nulle de racine unitaire pour l'ensemble des séries.

ANNEXE 3 : Tests d'endogénéité des variables explicatives: Test de régression augmentée ou test de Durbin-Wu-Hausman (DWH)

Si nous étudions le lien entre institutions et croissance directement, nous apprécions ce qu'on appelle un problème de simultanéité. D'une part, les institutions influencent la croissance, mais de l'autre, la croissance a un effet sur les institutions, ce qui rend toute estimation directe impossible. Pour en sortir de ce problème, les économètres utilisent la méthode dite des variables instrumentales.

Dans ce travail, nous utilisons le test de Durbin-Wu-Hausman (DWH) appelé parfois « test de régression augmentée » appuyé par Davidson et Mckinnon (1993). Ce test permet de montrer si les estimateurs par MCO sont convergents lorsque les régresseurs peuvent être corrélés au terme d'erreur. Ce test de Durbin-Wu-Hausman suit une loi de Fisher de significativité des résidus dans la régression augmentée.

Il se déroule comme suit :

- 1) nous estimons la forme réduite du modèle, c à d nous régressons par MCO la variable endogène sur les instruments et les exogènes du modèle initial et nous récupérons les erreurs.
- 2) nous introduisons les erreurs estimées dans la régression initiale

$$y^* = \beta_0 + \beta_1 x_1^* + \dots + \beta_{k-1} x_{k-1}^* + \beta_k x_k + \theta \hat{u} + \eta$$

- 3) nous testons $H_0 : \theta = 0$ contre $H_1 : \theta \neq 0$

Si nous rejetons H_0 (la plus-value (Fisher) <10%), nous concluons que la variable est endogène. Dans ce cas, l'estimation avec double moindre carrée ordinaire (2MCO) est plus consistante.